

journée de moissonnage-battage. Quand l'herbe ou la chaume n'était pas couverte de rosée, on pouvait moissonner jusqu'à minuit, 1 heure ou 2 heures du matin. Après deux ou trois heures de sommeil, nous reprenions le travail en répétant le cycle.

Là où je veux en venir, c'est que les agriculteurs ne font pas ce métier simplement pour le plaisir ou pour gagner de l'argent. C'est un style de vie. Ils y croient. Ils l'aiment. Ils veulent le garder. C'est leur style de vie qu'ils tentent de préserver.

Quand ils font les récoltes ou les semailles, il leur arrive de faire des journées de 16, 18 ou 20 heures. Ils ne réclament pas de temps supplémentaire. Ils ne demandent pas plus de rémunération. Ils le font parce qu'ils adorent travailler la terre.

J'ai une question à poser au député de Winnipeg-Sud-Centre. C'est à propos de la partie sans intérêt du système de paiement anticipé. J'ai l'impression que le gouvernement ne met pas tous les atouts dans son jeu en prévision des négociations sur les subventions. À mes yeux, c'est une subvention.

Le gouvernement semble dire: «Nous allons supprimer toutes les subventions, toute l'aide que nous versons aux agriculteurs, puis nous nous assoirons à la table de négociation.» C'est mettre la charrue devant les boeufs, d'après moi. J'aimerais que le député de Winnipeg-Sud-Centre dise ce qu'il en pense.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Si vous regardez le gouvernement négociateur depuis cinq ans, monsieur le Président, vous n'êtes pas étonné. Tout se fait à l'envers. L'attitude dans les négociations semble être la suivante: «Si je cède tout ce que j'ai dès le début, on va m'apprécier et on ne cherchera pas à prendre le dessus sur moi.» Tout est fait à rebours. On ne défend pas ses propres programmes parce qu'on est convaincu de leur intégrité. On se laisse tout simplement emporter.

Je voudrais donner un bon conseil aux députés. S'ils veulent savoir ce que nous avons au programme, quelles mesures nous nous apprêtons à prendre, ils n'ont qu'à jeter un coup d'oeil au décret pris par le président des États-Unis dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Tous les programmes que les Américains considèrent comme des pratiques commerciales déloyales du Canada, mais que l'Accord de libre-échange n'a pas touchés, sont maintenant la cible du gouvernement: les prestations

Initiatives ministérielles

régionales d'assurance-chômage, la stabilisation du prix des céréales et les paiements anticipés. On peut tout trouver dans le document américain.

Je vous le dis, monsieur le Président, pour connaître le style de négociation, le programme et les plans du gouvernement Mulroney, il suffit de lire ce que le président américain a écrit il y a un an.

M. Bellemare: Monsieur le Président, je voudrais poser une question à l'orateur précédent. J'ai osé faire partie d'un conseil municipal pendant une courte période. Le maire d'alors était un producteur laitier. Il passait beaucoup de temps à m'expliquer les choses de la ferme, parce que j'étais de la ville et que je connaissais très peu les exploitations agricoles. Je l'écoutais avec beaucoup d'attention et d'intérêt.

Il me disait que si les choses continuent à évoluer de la même façon, d'ici une vingtaine d'années peut-être les producteurs laitiers, comme les autres agriculteurs, perdront très probablement leur exploitation à cause de la politique appliquée. Nous n'aurions plus alors au Canada que des exploitations agricoles appartenant à de grandes sociétés internationales, comme Shell, par exemple. Les agriculteurs canadiens d'aujourd'hui y travailleraient comme ouvriers agricoles et plus comme propriétaires. Les exploitations seraient de plus en plus grandes et, comme je l'ai dit, elles appartiendraient à des multinationales. Je voudrais savoir ce que le député pense de cela.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ces pronostics sont justes. Malheureusement, le délai est beaucoup plus court que cela. J'aurais souhaité qu'il fût de vingt ans, car ainsi, nous pourrions nous débarrasser de ce gouvernement-ci, le remplacer par un gouvernement convenable et tenter de réparer les pots cassés.

M. Cardiff: Vous avez eu votre chance!

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Nous avons fait du bon travail pour les producteurs laitiers. Ce qui s'est produit, c'est qu'en raison de la décision prise au sujet de la crème glacée et du yogourt, décision qui a été précipitée par la signature de l'Accord de libre-échange, tout le système de gestion de l'offre et de mise en marché de l'industrie laitière canadienne est déjà menacé. Il ne sera pas dans vingt ans, mais bien dans un mois ou deux. Si cette décision est prise, tout le régime que le Canada a édifié pour le secteur laitier s'effondrera. C'est pourquoi il est urgent d'agir.